Au cours de la réunion ministérielle de la Commission des Nations unies sur les produits indispensables pour la femme et l'enfant (UNCC) tenue à Abuja les 14 et 15 octobre 2012, les ministres de la Santé de sept pays africains se sont engagés à accélérer l'accès durable et équitable aux treize produits de santé indispensables pour toutes les femmes et tous les enfants ainsi que leur utilisation dans leurs pays respectifs d'ici à 2015. Il s'agit de la RD Congo, de l'Ethiopie, du Nigeria, de l'Ouganda, du Sénégal, de la Sierra Leone et de la Tanzanie. Organisée par le gouvernement du Nigeria avec le soutien du Secrétariat de l'UNCC, de l'UNFPA - Fonds des Nations unies pour la population - et de l'UNICEF, cette réunion découle des efforts entrepris par des pays et la communauté internationale pour faire face à une contrainte majeure dans l'amélioration de la vie des femmes et des enfants à travers le monde : le faible accès aux produits indispensables pour sauver la vie.

La Commission a été créée pour relever le défi souligné dans la Stratégie mondiale pour la santé de la femme et de l'enfant du Secrétaire général des Nations unies. L'UNCC a lancé le 26 septembre 2012, un rapport contenant dix recommandations claires, dans le cadre du mouvement Every woman, every child (EWEC). En augmentant l'accès équitable aux produits indispensables et leur utilisation adéquate, l'on pourrait sauver la vie de plus de six millions de femmes et d'enfants à travers le monde d'ici à 2015. Lors de la cérémonie d'ouverture, le ministre délégué à la Santé du Nigeria, Dr Muhammad Ali Pate a donné le ton, en présence des pays participants, des partenaires au développement dont l'UNFPA, l'UNICEF, l'OMS, l'USAID et la Norvège, du secteur privé et de la société civile. "Nous allons faire les premiers pas concrets pour faire de ces recommandations, une réalité. Pendant les trois jours, nous allons partager des informations sur la Commission des Nations unies, ses recommandations et son plan de mise en oeuvre ; nous partagerons les meilleures pratiques pour accroître l'accès aux produits vitaux et passeront en revue le plan de mise en oeuvre ; enfin, nous réfléchirons aux priorités et aux besoins nationaux" a indiqué M. Pate.

Il a par ailleurs exprimé sa reconnaissance au Président du Nigeria, Dr. Goodluck Ebele Jonathan, pour son leadership et ses efforts, tant au niveau mondial - en qualité de co-président de l'UNCC avec le Premier ministre de la Norvège, Jens Stoltenberg - que local, en raison de l'appui sans précédent donné au secteur de la santé et à l'amélioration de la santé et du bien-être des femmes et des enfants du Nigeria. Le 16 octobre 2012, le gouvernement nigérian a ainsi procédé au lancement officiel d'un programme national dit « Saving on million lives » ("Sauver un million de vies") d'ici à 2015, grâce à un accès accru et équitable à des services de santé de base et des produits de qualité et efficients ainsi qu'à leur utilisation. Dans son allocution, le directeur exécutif de l'UNFPA, Dr. Babatunde Osotimehin a souligné : "trop souvent, les médicaments et les produits de santé abordables, efficaces ne parviennent pas aux femmes et aux enfants qui en ont le plus besoin". Et pourtant, a-t-il

poursuivi, leur disponibilité "est un élément essentiel de systèmes fonctionnels capables de servir les populations de façon équitable". Il a en outre expliqué que tous les participants à cette rencontre peuvent contribuer à sauver six millions de vies rien qu'en se concentrant sur quelques médicaments courants à faible coût mais à haut impact. "La planification familiale peut à elle seule réduire d'un tiers les décès maternels", a-t-il assuré.

L'UNFPA s'est engagé à promouvoir un engagement politique et financier accru pour la mise en oeuvre des recommandations de la Commission, avec un soutien fort des leaders. Le 15 octobre 2012, les ministres ont rendu compte des progrès et des engagements pris par leurs pays respectifs vers un accès accru aux produits de santé indispensables, y compris l'augmentation des budgets nationaux de la santé et/ou la création de lignes budgétaires spécifiques pour les produits. Selon Mme Kate Gilmore, directrice exécutive adjointe de l'UNFPA, "nous avons suffisamment d'engagements des leaders politiques pour que les choses se réalisent". Des partenaires présents à la réunion ont pris l'engagement de soutenir la mise en oeuvre des recommandations, notamment les Etats-Unis par la voix de l'USAID.

Le représentant du Premier ministre norvégien, Dr Tore Godal, a rappelé la promesse de son pays de consacrer 150 millions de dollars à la santé maternelle en Afrique à partir de 2013. La rencontre a été couronnée par l'adoption par les ministres du communiqué ministériel sur la mise en oeuvre des recommandations. Dans ce communiqué, ceux-ci s'engagent à réaliser une revue de la situation des treize produits indispensables, des opportunités, des goulots d'étranglement et des lacunes dans leurs pays respectifs, à susciter l'engagement des parties prenantes nationales, y compris les parlementaires, le secteur privé, la société civile, et les partenaires au développement, à développer des plans efficaces de passage à l'échelle bâtis sur des stratégies fondées sur des preuves, conduisant à la priorisation d'interventions à haut impact. Les ministres des sept pays pionniers sont déterminés à se réunir à nouveau en avril 2013 pour discuter de leurs progrès respectifs, à travailler avec les partenaires au développement et d'autres parties prenantes pour mener à bien les actions nécessaires afin d'assurer un accès durable et équitable aux produits de santé indispensables pour toutes les femmes et tous les enfants ainsi que leur utilisation dans leurs pays respectifs d'ici 2015, y compris le renforcement de systèmes pertinents et la création de la demande et enfin à continuer à engager leurs gouvernements respectifs à allouer des fonds supplémentaires et des lignes budgétaires durables pour les produits indispensables d'ici 2015.

Par Une synthèse de Charles OUEDRAOGO, http://fr.allafrica.com/stories/201210231015.html